



Thème 3 – L'État à l'époque moderne : France et Espagne aux XVI^e et XVII^e siècles

Sommaire

Présentation générale du thème	2
Chapitre 1 – L'affirmation de l'État dans le royaume de France	4
• Éléments de problématisation	4
• Liens entre France et Espagne pouvant être mis en avant	5
Chapitre 2 – La création de l'État moderne en Espagne	6
• Enjeux historiographiques	6
• Orientations pour la mise en œuvre	10
• Pièges à éviter	15
Bibliographie et ressources	16
• Sur le chapitre 1	16
• Sur le chapitre 2	16

Chapitre 1 – L’affirmation de l’État dans le royaume de France

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à montrer l’affirmation de l’État en France dans ses multiples dimensions ainsi qu’à caractériser la monarchie française.</p> <p>On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le rôle de la guerre dans l’affirmation du pouvoir monarchique ; • l’extension du territoire soumis à l’autorité royale ; • le pouvoir monarchique et les conflits religieux ; • le développement de l’administration royale, la collecte de l’impôt et le contrôle de la vie économique ; • la volonté du pouvoir royal de soumettre la noblesse ; • les limites de l’autorité royale.
-----------------------	---

Chapitre 2 – La création d’un État moderne en Espagne

Objectifs du chapitre	<p>Ce chapitre vise à montrer comment, à partir du règne des Rois Catholiques s’affirment le pouvoir royal et la modernisation de l’État.</p> <p>On peut mettre en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l’union dynastique entre les couronnes de Castille et d’Aragon ; • l’unification et l’extension territoriales ; • la modernisation de l’appareil d’État ; • l’unification religieuse et ses conséquences.
-----------------------	---

Présentation générale du thème

Ce troisième thème fait suite à celui consacré aux « XV^e et XVI^e siècles : nouveau rapport au monde, mutations intellectuelles », où l’Espagne des Rois Catholiques et des *Austrias Mayores* – les deux premiers souverains Habsbourgs : Charles I^{er} d’Espagne, dit Charles Quint¹, et Philippe II – a été étudiée comme un acteur majeur des voyages de découverte et de la conquête du Nouveau Monde, avec pour conséquence la constitution d’un empire colonial, mais aussi à travers son rôle spécifique dans la diffusion de la Renaissance, de l’humanisme et des réformes religieuses. Le thème 2 a aussi permis d’évoquer les bases de l’État espagnol en construction, concept au cœur du troisième thème. Il s’agit en effet d’analyser les spécificités, matrices et caractéristiques de l’émergence d’un État moderne.

Le programme invite à comparer² la construction de la *Monarquía Hispánica* qualifiée aussi par les historiens espagnols de *Católica* avec « L’affirmation de l’État dans le royaume de France » à travers les caractéristiques de ces deux États (figure du roi, pouvoirs, acteurs, moyens) et d’autre part les évolutions durant les XVI^e et XVII^e siècles :

- évolutions de longue durée, marquées par la transition entre un État féodal, constitué d’entités largement autonomes vassales d’un suzerain, et un État moderne, marqué par un triple processus d’unification, de centralisation et d’institutionnalisation ;
- évolutions conjoncturelles – politiques, économiques et sociales – des royaumes de France et ibériques de Castille et d’Aragon, marquées par des dynamiques internes propres aux pays et des tensions internationales (affrontements directs et indirects entre les deux royaumes lors des conflits des XVI^e et XVII^e siècles, qui s’achèvent avec le traité des Pyrénées en 1659, affirmant la prééminence française).

1. Michelle ESCAMILLA et Pierre CHAUNU, *Charles Quint*, Paris (Fayard), 2000 (rééd. 2020) ; Jean-Michel SALLMAN, *Charles Quint*, Paris (Payot), 2004 ; Manuel FERNANDEZ ÁLVAREZ, *Carlos V, el César y el hombre*, Madrid (Espasa-Calpe), 1999.

2. Élise JULIEN, « Le comparatisme en histoire. Rappels historiographiques et approches méthodologiques », *Hypothèses*, vol. 8, n° 1, 2005, p. 191-201.

On veille à articuler les deux chapitres de ce thème en mettant en évidence, pour les deux monarchies, les similitudes et différences entre les États modernes en France et en Espagne, à travers :

- la construction d'une monarchie absolue/*monarquía absoluta* ou plus fréquemment qualifiée d'*autoritaria* ou *centralizada* par les historiens espagnols ;
- le fonctionnement et l'évolution d'un système politique ;
- l'exercice du pouvoir royal.

Il convient également de définir l'État moderne³, d'abord en tant que concept théorisé et utilisé par les penseurs contemporains de l'époque moderne (notamment Machiavel et Jean Bodin), mais également dans ses dimensions :

- d'affirmation de l'intérêt de l'État supérieur aux intérêts particuliers (raison d'État) ;
- du monopole des pouvoirs (lois, justice, impôts) et de la violence (force armée) ;
- d'organisation administrative composée d'agents et d'institutions ;
- de territoire délimité par des frontières (fixation de la frontière entre les royaumes de France et d'Espagne avec le traité des Pyrénées)⁴ ;
- de réalité géopolitique (puissance agissant dans un contexte européen et extra européen) ;
- d'incarnation à travers la figure du souverain.

Pour ce thème qui couvre les XVI^e et XVII^e siècles, le programme ne fait aucune mention explicite de bornes chronologiques pour ce qui est des deux États modernes, France et Espagne. En ce qui concerne la France, on se reportera à la fiche ressource éducol⁵, qui propose une mise au point utile sur le concept d'État et invite à borner l'étude du règne de François I^{er} (1539 - L'ordonnance de Villers-Cotterêts et la construction administrative française) à celui de Louis XIV inclus. Pour l'Espagne, il convient donc d'envisager une étude qui s'ouvrirait avec le règne d'Isabelle de Castille pour s'achever avec celui de Charles II. On traite ainsi un long XVI^e siècle, souvent qualifié de « Siècle d'Or », de l'union dynastique des Rois Catholiques (Isabelle de Castille de 1474 à 1504 et Ferdinand d'Aragon de 1479 à 1516)⁶ aux premiers Habsbourgs dits *Austrias Mayores* (1516-1598) que sont Charles I^{er} d'Espagne (1516), empereur germanique (1519) sous le nom de Charles Quint, puis Philippe II (1556-1598). L'étude couvre ensuite le XVII^e siècle des *Austrias Menores* : Philippe III (1598-1621)⁷, Philippe IV (1621-1665) et Charles II (1665-1700). Le chapitre peut se clore avec la stabilisation du pouvoir de Philippe V à l'issue de la guerre de Succession d'Espagne (1701-1714).

3. Selon le *Diccionario de la Real Academia española* l'État, avec une majuscule, est ainsi défini :

« 5. m. País soberano, reconocido como tal en el orden internacional, asentado en un territorio determinado y dotado de órganos de gobierno propios.

6. m. Forma de organización política, dotada de poder soberano e independiente, que integra la población de un territorio.

7. m. Conjunto de los poderes y órganos de gobierno de un país soberano. »

4. On pourra, à travers les conflits entre la France et l'Espagne (notamment dans le contexte des guerres du XVI^e siècle et de la guerre de Trente Ans), mettre en avant, pour la France, le rôle de la guerre dans l'affirmation du pouvoir monarchique et l'extension du territoire soumis à l'autorité royale : conquête des Flandres, de la Franche-Comté et du Roussillon.

5. « [L'État à l'époque moderne : France et Angleterre](#) ». On pourra également consulter avec profit la ressource consacrée au thème d'HGGSP terminale « [Faire la guerre, faire la paix](#) » pour sa partie consacrée aux traités de Westphalie.

6. John EDWARDS, *La España de los Reyes Católicos (1470-1520)*, Barcelona (Crítica), 2001. Miguel Ángel LADERO QUESADA, *La España de los Reyes Católicos*, Madrid (Alianza Editorial), 2005.

7. José MARTÍNEZ MILLÁN, María Antonietta VISCEGLIA (dir.), *La monarquía de Felipe III*, Madrid (Fundación Mapfre, Instituto de Cultura), 2007-2008 (4 volumes).

Ce thème mobilise les notions suivantes: **État moderne, souveraineté, monarchie, absolutisme.**

On pourra consacrer à ce thème de 8 à 10 heures.

Problématique générale du thème – Comment s'affirme et se caractérise l'État à l'époque moderne en France et en Espagne? Quelles évolutions cette nouvelle réalité politique connaît-elle dans les deux pays?

Chapitre 1 – L'affirmation de l'État dans le royaume de France

Des conseils de mise en œuvre de ce chapitre sont développés dans la [fiche ressource éducol du programme national](#). La rapide mise au point qui suit reprend les éléments de problématisation et vise à mettre en évidence les liens possibles avec le chapitre consacré à l'Espagne.

Éléments de problématisation

Comment, malgré les résistances, l'État a-t-il renforcé son emprise sur le territoire et les populations? Comment la monarchie s'est-elle transformée pour être qualifiée d'absolue?

Le programme fait coexister deux thématiques : l'affirmation de l'État et la caractérisation de la monarchie. Sur ce dernier point, se pose une question essentielle qui est celle de l'« absolutisme », présenté dans un premier temps par des philosophes des Lumières, repris par les révolutionnaires français puis par les historiens⁸, comme un système politique où le roi, doté de tous les pouvoirs, n'aurait aucune limite externe à sa puissance ni ne subirait aucun contrôle, ne rendant des comptes qu'à Dieu. Cette notion a été très nuancée par les historiens, qui mettent en avant les limites théoriques et pratiques que rencontre l'exercice du pouvoir royal, comme les « lois fondamentales du royaume », les privilèges, la recherche constante de compromis avec les contre-pouvoirs institutionnels (états généraux, parlements), la dépendance financière du roi à l'égard des élites, l'incapacité du monarque à s'abstraire des structures sociales et les limites effectives du contrôle de son administration sur le territoire, malgré un fort développement de l'appareil d'État pendant le règne de Louis XIV⁹.

Plus qu'une réalité, il est important de souligner que l'absolutisme est un projet politique qui s'appuie sur :

- des principes juridiques, des discours politiques, des représentations et des rituels officiels qui ne cessent d'affirmer la toute-puissance du roi et sa sacralité. Autrement dit, un appareil symbolique qui, imprégnant tout le corps social, finit par produire des effets de réel en ne cessant d'affirmer que le pouvoir absolu est désormais la norme, et que le roi est donc au-dessus de la loi ;
- un prince qui s'émancipe d'institutions consultatives (états généraux, parlements, assemblées de notables) affirmant ainsi sa souveraineté, soit son monopole sur la loi ;

8. Arlette JOUANNA, *Le pouvoir absolu. Naissance de l'imaginaire politique de la royauté*, Paris (Gallimard), 2013.

9. Stéphane GUERRE, *Louis XIV*, PUF, 2022 (une biographie courte et concentrée sur la construction du pouvoir royal). Voir également, dans la collection Histoire de France (dir. Joël Cornette) : Hervé DRÉVILLON, *Les rois absolus (1629-1715)*, Paris (Belin), 2014, p. 531-567 (« Sources et débats : la monarchie absolue en questions »).

- un monarque qui décide, non plus seulement de régner, mais de gouverner et qui, à ce titre, s'astreint à lire et rédiger sa correspondance administrative, à travailler ses dossiers, à siéger au conseil de gouvernement, etc. ;
- un renforcement de l'appareil d'État et l'émergence d'une « monarchie administrative » centralisée qui permettent d'étendre les champs d'intervention du pouvoir royal.

Cette évolution conduit à une extrême personnalisation du pouvoir. « Tout l'État est en lui », écrivait Bossuet, évêque de Meaux, au sujet de Louis XIV. Le pouvoir ainsi incarné s'appuie sur une mise en scène permanente du monarque dans un espace social, la cour, et un lieu, Versailles, qui par sa construction même symbolise la force absolue du désir royal capable de domestiquer la nature.

Liens entre France et Espagne pouvant être mis en avant

En classe de seconde Bachibac, on pourra mettre en avant une approche reliant les royaumes de France et d'Espagne durant le XVII^e siècle, de la guerre de Trente Ans au début de la guerre de Succession d'Espagne :

- le rôle de la religion dans l'affirmation du pouvoir monarchique : la remise en cause de l'édit de Nantes au cours du XVII^e siècle peut être confrontée aux politiques d'unification religieuse dans la monarchie hispanique ;
- le rôle de la guerre dans l'affirmation du pouvoir monarchique¹⁰ à travers la confrontation entre les Bourbons et les Habsbourgs, dits *Austrias Menores* ;
- une approche comparée pourrait être ici conduite entre des figures incarnant l'ambition absolutiste et la confrontation que sont le cardinal de Richelieu et le comte-duc d'Olivares, dont l'action politique est concomitante des décennies 1620 à 1630, le premier en tant que principal ministre de Louis XIII (1624-1642) et le second qui a été *favorito* (1621) puis *valido* (1622) de Philippe IV jusqu'en 1641¹¹ ;
- l'extension du territoire soumis à l'autorité royale française aux dépens de l'Espagne et de l'Empire : annexion des provinces des Flandres, Franche-Comté et Roussillon, et construction d'une frontière (du traité de Westphalie au traité d'Utrecht, 1648-1713) avec une attention particulière à la guerre franco-espagnole qui débute en 1635 avec l'intervention de la France contre les Habsbourgs dans la guerre de Trente Ans et se conclut avec le traité des Pyrénées en 1659 (l'Espagne cède l'Artois, le Roussillon, une partie de la Cerdagne et les places fortes des Flandres et de Lorraine).

La mise en œuvre de ce chapitre peut se faire à travers l'analyse de documents iconographiques en lien avec l'absolutisme français.

Lexique spécifique à faire acquérir : *absolutismo, Estado, monarquía absoluta, soberano, frontera*.

10. Joël CORNETTE, *Le Roi de guerre. Essai sur la souveraineté dans la France du Grand Siècle*, Paris (Payot), 2000.

11. John H. ELLIOT, *Richelieu et Olivares*, Paris (PUF), 1991.

Chapitre 2 – La création de l'État moderne en Espagne

Enjeux historiographiques

Une histoire nationale espagnole se développe à partir du XVIII^e siècle, notamment en réaction à la légende noire qui est le fait d'historiens étrangers : initialement le fait, au XVI^e siècle, de Néerlandais en lutte contre l'Espagne dans la guerre de Quatre-vingts ans (1568-1648) et d'Anglais à l'instar de John Foxe dans *Book of Martyrs* (1570), elle connaît un renouveau dont le chevalier de Jaucourt se fait l'écho dans les articles « Espagne » et « Inquisition » de l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert¹². En réponse à l'*Histoire des deux Indes* de Guillaume-Thomas Raynal (1770) et à *The History of America* de William Robertson (1777), Juan Bautista Muñoz (1745-1799) est chargé par la monarchie de rédiger une *Historia del Nuevo Mundo* (1793)¹³.

L'histoire de l'État espagnol, de ses institutions et des agents de la Couronne s'inscrit dans une longue durée qui, après le temps des historiens et *cronistas* de l'Académie royale d'histoire, établie par Philippe V le 17 juin 1738, connaît un développement au cours du XIX^e siècle : le rôle de l'histoire est alors d'armer la conscience nationale. Cela se traduit par deux moments historiographiques majeurs : celui de la construction de l'État libéral (1833-1874), avec notamment l'œuvre de Modesto Lafuente y Zamalloa (1806-1866), auteur des 6 tomes de la *Historia General de España* (1850-1867), puis celui de la Restauration de la monarchie en 1875 avec l'œuvre d'Antonio Cánovas del Castillo (1828-1897), qui a dirigé les 18 volumes de la *Historia general de España escrita por individuos de número de la Real Academia de la Historia* (1890-1894), développant une optique à la fois nationaliste, conservatrice et unitariste.

Des années 1930 à la fin du régime franquiste, l'histoire de l'Espagne se fait principalement hors d'Espagne, en premier lieu en France et au Royaume Uni ; elle est l'œuvre d'historiens hispanistes¹⁴.

Dans un ouvrage récent, Jean-Pierre Dedieu propose une définition claire et convaincante du système monarchique hispanique pendant l'époque moderne¹⁵. Il part du concept sociologique de convention (une règle de coordination connue de tous et suffisamment enracinée pour que sa mise en pratique soit subconsciente) : elle permet à l'ensemble des acteurs qui la partagent d'agir ensemble de façon cohérente, de prévoir la conduite du partenaire et de l'anticiper en amorçant le mouvement complémentaire au sien avant même qu'il l'ait effectué. Pour J.-P. Dedieu, l'Ancien Régime est un ensemble de conventions, de règles arbitraires relatives au gouvernement des hommes, qui guident l'action sans que les acteurs aient besoin de s'y référer explicitement. Or, la convention de coordination centrale en matière politique, celle qui organise le système collectif, est la figure du roi ou du souverain. Ce souverain est absolu, sa parole est par définition juste et vraie. Il est le grand médiateur, l'être qui, par sa volonté seule, résout les conflits portés devant lui. La convention royale est liée à la convention divine, qui pose l'existence d'un être plus absolu que le roi, Dieu.

12. Articles consultables sur le site Enccre (Edition numérique collaborative et critique de l'Encyclopédie), [disponible en ligne sur le site de l'académie des Sciences](#).

13. Voir le podcast de l'émission *Documentos* de RTVE [La Leyenda Negra, España y sus fantasmas](#). Ricardo GARCÍA CARCEL, *La leyenda negra. Historia y opinión*, Madrid (Alianza universidad), 1992 et Joseph PÉREZ, *La légende noire de l'Espagne*, Paris (Fayard), 2009.

14. Les travaux des historiens des Annales comme Fernand Braudel, Bartolomé Benassar, Pierre Chaunu, Joseph Pérez ou encore Pierre Vilar constituent les œuvres majeures de l'hispanisme français. Quant à l'hispanisme britannique, il est dominé par les travaux de John H. Elliot, Richard Kagan, Irving A. A. Thompson ou encore Henry Kamen. Il convient cependant de signaler l'historien Menéndez Pidal auteur d'une *Historia de España* en 1935, rééditée en 1947.

15. Jean-Pierre DEDIEU, *Après le roi : essai sur l'effondrement de la monarchie espagnole*, Madrid (Casa de Velázquez), 2010.

La dépendance à l'égard du roi repose sur le fait que le souverain est un allocataire de ressources : il dispose de la grâce d'offrir postes (dans l'administration et l'armée), revenus et pensions, d'autant plus forte que le développement de l'État en augmente le nombre, donc les possibilités de distribution. Ainsi, le service du roi procure un pouvoir économique et social qui se traduit par d'importants revenus, du prestige et une puissance de patronage (capacité à favoriser le recrutement de clients). En plus des postes dans l'administration, le roi dispose, en tant que patron de l'Église, de la nomination aux bénéfices et de l'accès aux revenus qui en découlent. La monarchie peut attribuer des ressources immatérielles comme la concession de titres, la reconnaissance de l'*hidalguia*, les habits des ordres militaires.

L'autorité du monarque découle enfin de sa capacité à régler les conflits en dernière instance. Le juge, représentant du roi, n'est pas un applicateur rigoureux de la loi mais un « facilitateur » dont l'objectif est la pacification dans la recherche du compromis sous l'égide de la communauté : ainsi, il est fréquent que le juge renonce à prononcer certaines peines, à les faire exécuter, préférant les commuer.

« La monarchie, par ces mécanismes, détient ainsi un rôle central dans l'acquisition d'un rang, dans la conservation de celui-ci, dans l'atténuation des contraintes qu'un monde de pénurie impose à la gestion des patrimoines. Or le roi est libre de faire bénéficier de ses gratifications qui bon lui semble. Les élites y sont intéressées au premier chef. Il est donc logique qu'elles se livrent à une compétition pour conquérir la bonne volonté du souverain¹⁶ ». La monarchie règne sur cette demande, et en exigeant en retour la mobilisation en sa faveur des leaders sociaux qui tiennent en main le royaume. Les travaux réunis dans *Le premier âge de l'État en Espagne (1450-1700)* décrivent la genèse de l'État moderne en Espagne au moment du passage de la monarchie féodale, insérée dans l'Europe chrétienne, à l'État libéral qui participe à l'Europe des Nations¹⁷. Ils offrent, de la monarchie des Rois Catholiques au déclin de la *Monarquía Hispánica* et sa disparition avec le dernier des Habsbourgs, une série de synthèses sur les grandes institutions et la création d'un modèle d'organisation politique doté de nouveaux moyens d'action (recensement, administration fiscale, etc.).

16. Jean-Pierre DEDIEU, « La convention royale », in *Après le Roi. Essai sur l'effondrement de la Monarchie espagnole*, Madrid, Casa de Velázquez, 2010. [Consultable en ligne](#).

17. Christian HERMANN, *Le premier âge de l'État en Espagne, 1450-1700*, Paris (CNRS éditions), 2001.

Un texte d'historien contemporain français et un texte d'historien contemporain espagnol

Deux textes complémentaires pour présenter des figures royales majeures : les Rois Catholiques, Philippe II et les *Austrias menores*.

Bartolomé Bennassar, *Histoire des Espagnols, VI^e-XX^e siècle, Une Espagne à la dimension du monde*, Paris (Armand Colin), 1985, rééd R. Laffont, 1992, p. 327-333.

« Comme celle de son père, la vie de Philippe II fut aspirée par le politique. Mais l'analogie s'arrête là. Le Roi Prudent est un sédentaire. Après ses voyages de prince héritier en Italie, aux Pays-Bas, en Angleterre, il ne sort plus d'Espagne que pour aller recueillir à Lisbonne, en 1580, la succession de Portugal. Comme son père avait été roi-chevalier, il est roi-bureaucrate. Aux armes et aux palabres, il a substitué le long examen des dossiers, "araignée au centre de sa toile, quasi immobile", écrit Fernand Braudel qui voit dans cette installation définitive la raison de l'affection grandissante, aveugle, des masses espagnoles à l'égard du roi demeuré au milieu d'elles. Philippe lit lettres et rapports, écrit, annote, [...] s'occupe de tout : de l'argent des Indes, du blé de Sicile, de la guerre contre les Turcs, de mariages, et bien entendu des difficultés financières presque continuelles. Il participe au Conseil, dirige personnellement la politique de l'Espagne, il lui arrive de nommer lui-même les titulaires de bénéfiques vacants, les vice-rois évidemment mais parfois aussi un corregidor. [...]

Les deux autres Philippe régnèrent mais ne gouvernèrent pas. Ils se déchargèrent des soins de l'État sur leurs favoris ou *validos* et vécurent leurs passions. [...]

Dès avant son élévation à l'Empire, Charles de Gand [1^{er} d'Espagne] avait affirmé sa dilection pour les conseillers flamands qu'il avait emmenés avec lui en Castille. [...]

Sous Philippe II qui n'était plus que le roi d'Espagne, la participation espagnole au pouvoir augmenta considérablement. Déjà, après 1530, un petit noble d'Úbeda, Francisco de Los Cobos, joua un rôle de plus en plus important comme secrétaire de l'empereur. Mais après l'abdication de Charles, l'hispanisation du pouvoir s'affirma. [...]

En 1595, à la fin du règne [de Philippe II], la situation est à peu près identique [...]. Ainsi, le Conseil compte une majorité d'aristocrates espagnols même s'il n'est pas exclusivement espagnol. Ce sont bien désormais ces aristocrates qui, associés à quelques prélats et aux *letrados*, gouvernent l'Espagne, sous l'impulsion de Philippe II jusqu'en 1598, puis directement au XVII^e siècle qui fut le temps des *validos* : successivement, de 1598 à 1661, le duc de Lerma, son fils, le duc d'Uceda, le comte-duc d'Olivares, puis son neveu, le duc de Haro. [...]

Bien que [le comte-duc d'Olivares] n'ait pas négligé sa fortune, il n'était pas cupide et beaucoup moins porté au népotisme que Lerma. Mais il était conduit par une immense ambition : il voulait faire de son roi [Philippe IV] le plus puissant souverain de la Chrétienté, comme l'avait été Philippe II, et le début des années 1620 paraissait favorable à l'entreprise. Pour y parvenir, il lui fallait renforcer les institutions de la monarchie, resserrer les liens entre les divers États qui la composaient. D'une certaine façon, Olivares fut un homme d'État en avance sur son temps mais, mal informé des possibilités réelles de la monarchie, surestimant, par exemple, la richesse et la population de la Catalogne, il eut le tort de ne pas savoir adapter son ambition aux ressources de l'Espagne de son temps. »

Carlos Martínez Shaw, *Breve historia de la España moderna (1474-1808)*, Madrid (Alianza Editorial), 2020 (1^{er} ed. 1998), p. 17-19.

El periodo del reinado de los Reyes Católicos (entendido en sentido lato entre la proclamación de Isabel I como reina de Castilla en diciembre de 1474 y la muerte de Fernando II de Aragón en enero de 1516) puede ser considerado como el del comienzo de la Edad Moderna en España, e incluso como el del nacimiento de la propia España como una entidad política unitaria, siempre que se introduzcan algunas matizaciones y se tengan en cuenta algunos debates en torno al sentido de esa unidad y en torno al concepto del propio Estado Moderno.

Los Reyes Católicos fueron, efectivamente, en buena medida los fundadores de la España Moderna. Así, por un lado, pusieron las bases para la unidad territorial de lo que hoy día continúa siendo España. Por otro, arbitraron fórmulas para fomentar la unidad política aboliendo los muchos siglos de división que habían seguido a los acontecimientos que produjeron el fin de la Hispania romana o, si se quiere, a la reconstrucción operada por la monarquía visigoda. Además, fabricaron los instrumentos necesarios para la creación y consolidación de una monarquía absoluta, que pronto habría de beneficiarse, además, de la política expansiva abierta en un triple frente (militar, diplomático y explorador) para convertirse en el núcleo de una formación imperial. Finalmente, pudieron conocer ya los primeros frutos de la que habría de ser una larga época de crecimiento económico y esplendor cultural. [...]

El proceso de gestación de la unidad territorial fue, sin embargo, sumamente complejo, incluso intrincado y constantemente sometido a un azar lleno de riesgos. En primer lugar, fue necesaria la debilidad de Enrique IV, desheredando a su propia hija Juana (apodada injustamente «la Beltraneja» por una conspiración nobiliaria) en beneficio de su hermano Alfonso y, a su muerte, de su hermana Isabel, la futura reina católica. En segundo lugar, fue necesario el matrimonio de Isabel con Fernando, el heredero de la Corona de Aragón, celebrado precipitadamente en Valladolid (octubre de 1469) y posibilitado por la decisión del arzobispo Alonso Carrillo, quien no dudó en falsificar la bula de dispensa de la consanguinidad de los contrayentes (cuya unión en todo caso sería sancionada por el papa Sixto IV en 1471). En tercer lugar, fue necesario el triunfo de Isabel y Fernando en una larga guerra civil (1474-1479), iniciada a la muerte de Enrique IV de Castilla. La guerra civil castellana enfrentó, por un lado, a Juana, que contaba con la ayuda de su prometido, Alfonso V, rey de Portugal, y de una serie de grandes magnates castellanos (entre los que destacaban por su empeño a favor de la causa el arzobispo Carrillo, tránsfuga del otro bando, el marqués de Villena y el conde de Arévalo), y, por el otro, a Isabel, fortalecida con el apoyo de su esposo, Fernando, heredero de la Corona de Aragón, y de otra serie de grandes nombres de la aristocracia castellana. La victoria de las armas de Fernando en la batalla de Toro (marzo de 1474) permitió encauzar el curso de la guerra, que quedó sentenciada tras el nuevo triunfo obtenido en la batalla de Albuera (febrero de 1479). El tratado de Alcáçovas (septiembre de 1479), de enorme trascendencia para el futuro de la España Moderna, alejaba a Juana del trono de Castilla y resolvía los contenciosos con Portugal : las fronteras entre ambos reinos volvían a los límites anteriores al conflicto sucesorio, se concertaba el matrimonio entre Alfonso V de Portugal y la princesa Isabel (la primogénita de Isabel y Fernando) y se procedía a delimitar las áreas de la expansión atlántica mediante la reserva a Portugal de los territorios africanos (y de la ruta a la India : usque ad Indos), con la única excepción de las islas Canarias.

Finalmente, el mismo año de Alcáçovas, el acceso de Fernando al trono de Aragón a la muerte de su padre, el rey Juan II (enero de 1479), permitió hacer realidad la unión dinástica de ambas coronas.

Orientations pour la mise en œuvre

Les orientations suivantes sont des entrées indicatives pour traiter ce chapitre dans une approche aussi bien disciplinaire qu'interdisciplinaire, en association avec l'enseignement de langue vivante. Ces entrées permettent d'illustrer, d'approfondir une situation historique et contribuent, dans le cadre de l'enseignement en Bachibac, à construire une culture historique commune.

Ce chapitre a pour but d'étudier la construction de l'État moderne en Espagne, afin de montrer ses fondements, son idéologie, ses acteurs et la réalité de ses actions, en lien avec le chapitre sur la monarchie française. Il est l'occasion de développer une réflexion sur le pouvoir, ses fondements, ses attributs et son exercice, pour en montrer la complexité, tant dans la relation entre dominants et dominés à différentes échelles que dans l'adaptation permanente à des circonstances en évolution et que personne ne maîtrise complètement.

Il s'agit donc de montrer aux élèves que, loin d'un pouvoir qui s'imposerait de façon implacable et mécanique, la monarchie absolue, comme tout régime politique, doit faire accepter sa domination en donnant à la majorité de la population l'impression qu'elle leur est bénéfique malgré ses contraintes, et que cela passe par plusieurs actions : la mise en scène du pouvoir, la guerre, le développement d'une structure administrative encadrant la population et unifiant le territoire.

La place du chapitre dans la scolarité des élèves

En classe de **cinquième**, les élèves ont étudié les « **transformations de l'Europe et [son] ouverture sur le monde au XVI^e et XVII^e siècles** » (thème 3), avec des éclairages spécifiques sur « le monde au temps de Charles Quint et de Soliman le Magnifique » et sur l'évolution de la figure royale du XVI^e au XVII^e siècle : « Du Prince de la Renaissance au roi absolu (François I^{er}, Henri IV, Louis XIV) ».

En classe de **seconde Bachibac**, la figure de Charles Quint peut être réactivée, notamment dans le cadre d'un parallèle avec l'évolution de la figure royale en France pour introduire et problématiser le thème « **La création de l'État moderne en Espagne** » pour donner à comprendre la monarchie absolue espagnole : *Monarquía Hispánica autoritaria*.

Éléments de problématisation

La monarchie duelle des Rois Catholiques constitue la période transitoire entre les monarchies médiévales, dont subsistent des permanences comme les *Cortes*, et les prémices d'un État moderne : constitution d'une armée royale permanente, établissement de l'Inquisition dont le ressort couvre les couronnes de Castille et d'Aragon. Les règnes de Charles I^{er}, Philippe II et dans une moindre mesure de Philippe III sont ceux de l'apogée de la *Monarquía Hispánica*¹⁸; on insiste alors sur :

- la mise en place des processus d'**unification** et d'**extension territoriales** à l'échelle de la péninsule ibérique (annexion définitive de la Navarre en 1512, union dynastique avec le Portugal, dite *Unión Ibérica*, de 1580 à 1640);
- la **modernisation** de l'appareil d'État : Madrid capitale en 1561; naissance d'une **élite d'agents de l'État** (*los letrados, secretarios de Estado y del Despacho*); développement de la **fiscalité** (*Real Hacienda; Contaduría Mayor de Hacienda; Contaduría Mayor de Cuentas...*);

18. Ricardo GARCÍA CÁRCCEL (coord.), *La construcción de las historias de España*, Fundación Carolina, Centro de Estudios Hispánicos e Iberoamericanos, Madrid (M. Pons Historia), 2004 ; Juan Pablo FUSI, *Espagne : Nations, nationalités, nationalismes : Des Rois Catholiques à la Monarchie constitutionnelle* [en ligne], Rennes (Presses universitaires de Rennes), 2002.

- **l'unification religieuse** : expulsion des juifs séfarades et des morisques ; politiques contre la Réforme, les crypto-juifs/marranes et crypto-musulmans/morisques ; Inquisition, autodafés, etc.

Au XVII^e siècle, sous les *Austrias Menores*, on peut souligner l'évolution de la pratique du pouvoir avec l'émergence de **la figure du valido**¹⁹, personnage issu de la haute noblesse et qui, par une amitié intime avec le souverain, intervient directement dans le gouvernement : sous Philippe III, le duc de Lerma, son fils le duc d'Uceda et Baltasar de Zúñiga²⁰ ; le comte-duc d'Olivares²¹ et Luis Haro sous le règne de Philippe IV ; le père Nithard, Fernando de Valenzuela, le duc de Medinaceli et le comte d'Oropesa sous Charles II, le dernier de la dynastie des Habsbourgs.

Problématique du chapitre – Dans quelle mesure, à partir du règne des Rois Catholiques, s'affirment le pouvoir royal et la modernisation de l'État ?

Comment mettre en œuvre le chapitre avec les élèves ?

On pourra appuyer la réflexion sur les questionnements suivants, l'importance accordée à chacun d'eux et les modalités de mise en œuvre étant laissées à l'appréciation du professeur.

Pour ce qui est du cas de l'État moderne en Espagne il s'agit de mettre en avant les points suivants :

- l'union dynastique entre les Couronnes de Castille et d'Aragon ;
- l'unification et l'extension territoriales ;
- la modernisation de l'appareil d'État ;
- l'unification religieuse et ses conséquences.

« Monarchie composite » (John H. Elliott), empire et monarchie territoriale ibérique : quels fondements à la monarchie espagnole ?

L'analyse de la construction de l'État espagnol moderne s'appuie d'abord sur ses origines et ses moments fondateurs, autour des règnes des Rois Catholiques, de Charles Quint et de Philippe II, avec la construction et l'évolution conjointes d'un empire européen et mondial d'une part, et d'une monarchie centrée sur le territoire ibérique d'autre part.

- **Les Rois Catholiques, fondateurs d'une « monarchie composite »** : c'est le 14 octobre 1469, à Valladolid, alors capitale de la couronne, que Ferdinand (1452-1515), fils du roi Jean II d'Aragon (1398-1479), épouse Isabelle (1451-1504), fille aînée de Jean II roi de Castille (1405-1454). L'union matrimoniale scellée par les Capitulations de Cervera (5 mars 1469) s'accompagne d'une union dynastique entre les deux couronnes selon les termes de la Concorde de Ségovie, traité conclu le 15 janvier 1475 et établissant les droits respectifs. Isabelle devient reine en 1474 et Ferdinand est couronné en 1479 : les deux souverains règnent conjointement sur les deux couronnes qui restent des territoires autonomes disposant de leurs propres institutions, notamment les *cortes* de Castille et d'Aragon et les *corts* catalanes et valenciennes²², où les

19. John H. ELLIOTT, Laurence BROKLISS, (dir.), *El mundo de los validos*, Madrid (Taurus), 1999. Raphaël CARRASCO, *L'Espagne au temps des validos 1598-1645*, Toulouse (PUM), 2009.

20. Alain HUGON, « Baltasar de Zúñiga et le *valido* : la question de la transition », *Dix-septième siècle*, 2012/3 (n° 256), p. 439-457.

21. Gaspar de Guzmán (1587-1645). Voir : John H. ELLIOTT, *El conde-duque de Olivares*, Barcelone (Crítica), 2012.

22. Dans la couronne d'Aragon, le royaume d'Aragon, la Catalogne et le royaume de Navarre avaient leurs propres *cortes/corts*.

représentants des trois ordres/*estamentos* sont convoqués par le souverain pour voter l'impôt. La monarchie hispanique est, selon l'historien britannique John H. Elliott, une « monarchie composite/*monarquía compuesta* » dans laquelle un ensemble de territoires (péninsulaire, continentaux et dans le « Nouveau Monde ») forment des entités politiques différentes mais soumises à l'autorité suprême d'un unique souverain²³. Après la transition assurée par le cardinal Francisco Jiménez de Cisneros (archevêque de Tolède en 1495, cardinal et grand inquisiteur de Castille en 1507, régent d'Aragon en 1516), Charles I^{er} d'Espagne, fils de Jeanne I^{re} de Castille et de Philippe le Beau, hérite des couronnes et des domaines de Castille, d'Aragon et de Navarre.

- **De Charles I^{er} de Castille à Philippe II, de l'empire continental à la monarchie territorialisée** : une fois élu empereur du Saint-Empire romain germanique, Charles I^{er} devient ainsi le souverain d'une « monarchie composite ». La Castille est intégrée à un ensemble de royaumes et de territoires comprenant notamment la couronne d'Aragon, la Bourgogne, les Pays-Bas et les possessions d'Italie. Charles Quint, en abdiquant en 1556, transmet à Philippe II²⁴ une part importante de son héritage territorial, mais le titre impérial passe à Ferdinand (frère de Charles). Ce choix s'impose à la lumière des difficultés liées à cette organisation territoriale et politique : « comment diriger simultanément plusieurs États, alors que le principe monarchique exige une relation directe entre le roi et ses sujets²⁵ ? »

Comment construire une monarchie unifiée ? La centralisation et ses limites

La question territoriale est au cœur de la construction de la monarchie espagnole qui se construit autour de l'union des deux principaux royaumes de la péninsule et de l'achèvement de la *Reconquista*, puis de la constitution d'un immense empire avant un recentrage sur la péninsule. Les évolutions de ce processus permettent de mettre en évidence le projet monarchique, autour de l'unification (territoriale, linguistique, religieuse), de ses réussites et de ses limites.

- **L'unification sous domination castillane** : le 2 janvier 1492 et la prise de Grenade marquent la fin de la *Reconquista* : le royaume de Grenade est intégré à la couronne de Castille. Isabelle la Catholique est la souveraine d'un ensemble d'entités territoriales péninsulaires, dont le *Señorío de Vizcaya* depuis 1334, formé par l'annexion de royaumes : *principado de Asturias*, Galice, León, Tolède, Murcie, Jaén, Cordoue et Séville. Cette extension territoriale et la prééminence castillane se traduisent dès le XIII^e siècle par un processus d'unification : union des Cortes de León et de Castille, puis intégration des autres royaumes²⁶. Après 1492 les Cortes qui siègent à Valladolid sont désignées comme *Cortes de Castilla*. L'intégration de ces différents territoires castillans et péninsulaires s'accompagne aussi d'un processus d'extension de la langue castillane qui s'impose dans les zones d'usage de l'astur-léonais, du basque et du galicien. À partir de Ferdinand III de Castille (1217-1252), le castillan devient la langue des documents officiels, processus qui se poursuit avec Alphonse X le Sage (1252-1284).

23. John H. ELLIOTT, *Imperial Spain, 1469-1716*, Londres (Penguin Books), 2002 (1^{re} éd. 1963); *id.*, *Spain, Europe and the Wider World, 1500-1800*, New Haven (Yale University Press), 2009; *id.*, « A Europe of Composite Monarchies », *Past and Present*, 1992, CXXXVII, p. 48-71.

24. Geoffrey PARKER, *Felipe I : la biografía definitiva*, Barcelone (Planeta), 2010; José MARTÍNEZ MILLÁN et Santiago FERNÁNDEZ CONTI, *La monarquía de Felipe II : la casa del rey*, Madrid (Fundación Mapfre Tavera), 2005.

25. Jean-Michel SALLMAN, *op. cit.*, p. 127.

26. Dans la couronne d'Aragon, l'Aragon, la Catalogne et Valence conservent leurs propres Cortes.

- **La construction territoriale de l'union ibérique** : la Couronne d'Aragon a, par le traité de Barcelone de 1493 conclu entre Charles VIII et les Rois Catholiques, récupéré les territoires du Roussillon et de Cerdagne²⁷, sous la promesse d'un engagement des Rois Catholiques dans la première guerre d'Italie. En 1512, la Navarre, à l'exception de la Basse Navarre située sur le versant nord des Pyrénées et qualifiée en castillan de *Tierra de Ultrapuertos*, est conquise par les troupes de Ferdinand II d'Aragon, alors roi d'Aragon et régent de Castille²⁸. L'ensemble de la péninsule ibérique est sous l'autorité des Habsbourgs à la suite de l'union dynastique avec le Portugal, dite *Unión Ibérica*, de 1580 à 1640. Cette extension territoriale est le fait d'une armée royale qui est, avec l'Inquisition, la seule institution des Rois Catholiques à s'étendre à l'ensemble des territoires des couronnes de Castille et d'Aragon.
- **Apogée et limites de la centralisation et de la « castillanisation »** : l'unification territoriale de la *Monarquía Hispánica* sous la dynastie des Habsbourgs connaît son acmé avec la politique du comte-duc de Olivares, qui proclame en 1626 la *Unión de Armas* pour tous les « *Reinos, Estados y Señoríos* » qui doivent contribuer proportionnellement à leurs population et richesse aux efforts en soldats et contribution. Cette décision, que John H. Elliott qualifie aussi de castillanisation en ce sens que le modèle castillan doit être la norme, déclenche les révoltes de la Catalogne et du Portugal qui, comme l'écrit Joseph Perez, ont fait qu'une « politique audacieuse d'intégration hispanique se termine en un désastre quasi total [...] presque sur le point de faire sombrer la monarchie²⁹ ».

Sous la dynastie des Habsbourgs, l'unification territoriale, qualifiée en espagnol d'*incorporación*, se poursuit non sans difficultés et conflits internes³⁰, sans pour autant parvenir à une homogénéisation et une centralisation de l'appareil d'État³¹. Ce processus d'unification et d'extension territoriales des Rois Catholiques a abouti pour l'historien Modesto Lafuente à une « *unidad política* » qu'il considère comme un « *inapreciable don* » permettant d'en finir avec la « *confusión política, hija del fraccionamiento de los pueblos*³² ».

27. Le Roussillon et la Cerdagne avaient été cédés par le traité de Bayonne de 1462 par Jean II d'Aragon à Louis XII. Par le traité des Pyrénées de 1659, l'Espagne cède à la France le Roussillon, le Vallespir, le Conflent, le Capcir et les bourgs et villages de l'est du comté de Cerdagne.

28. Alfredo FLORISTÁN IMÍZCOZ (coord.), *1512. La conquista e incorporación de Navarra*, Barcelona (Ariel), 2012.

29. Joseph PÉREZ, « España moderna (1474-1700). Aspectos políticos y sociales », in Jean-Paul LE FLEM, Joseph PÉREZ; Jean-Marc PERLORSON; José Maria LÓPEZ PIÑERO et Janine FAYARD (éd.), *La frustración de un Imperio. Vol. V de la Historia de España, dirigida por Manuel Tuñón de Lara*, Barcelona (Labor), 1987.

30. On peut mentionner : conflits des *Comunidades y Germanías* sous Charles I^{er}; *Alteraciones de Aragón* (*Alteraciones de Teruel et Albarracín en 1572 et les Alteraciones de Zaragoza en 1592*) sous Philippe II; soulèvements au Portugal et en Catalogne contre la politique du comte-duc Olivares. Voir : Jean-Frédéric SCHAUB, *Le Portugal au temps du comte-duc d'Olivares (1621-1640). Le conflit de juridictions comme exercice de la politique*, Madrid (Casa de Velázquez), 2001; Pablo SÁNCHEZ LEÓN, *Absolutismo y comunidad. Los orígenes sociales de la guerra de los comuneros de Castilla*, Madrid (Siglo XXI), 1998; Vicent VALLÉS BORRÀS, *La Germanía, Valencia* (Institució Alfons el Magnànim), 2000. Sur les *Comunidades* de Castille, voir le [podcast de l'émission Documentos de RTVE](#).

31. Pedro CARDIM, et Joan Lluís PALOS, (éd.), *El mundo de los virreyes en las monarquías de España y Portugal*, Madrid – Frankfurt am Main (Iberoamericana-Vervuert), 2012.

32. Modesto Lafuente, *Historia general de España*, Parte II, Libro III, cap. II [vol. IX, 119, de la ed. de 1869].

Comment l'appareil d'État se modernise-t-il ? Pour quels résultats ? La modernisation de l'appareil d'État sous les Rois Catholiques, puis sous la dynastie des Habsbourgs, tend progressivement vers la forme d'une monarchie absolue qualifiée aussi en espagnol de *monarquía autoritaria*. Plusieurs axes permettent de montrer cette évolution :

- **De nouvelles institutions qui visent à supplanter les organes traditionnels du pouvoir** : si les institutions des deux couronnes héritées de la période médiévale comme les *Cortes* demeurent et s'avèrent être un frein aux prétentions absolutistes³³, dès Charles I^{er} et les réformes inspirées par le grand chancelier Mercurino Gattinara dans les années 1520³⁴, le gouvernement péninsulaire de la *Monarquía Hispánica* prend une forme polysynodiale. Le *Consejo de Estado* occupe une place centrale en tant que lieu de discussion et d'élaboration de la politique ; le domaine militaire dépend du *Consejo de Guerra*, et celui des finances du *Consejo de Hacienda* qui, de la Couronne de Castille, s'étend progressivement à l'ensemble de la péninsule³⁵. Outre ces conseils demeurent les conseils de Castille et d'Aragon et il existe aussi des *juntas de gobierno* qui sont des conseils *ad hoc* convoqués par le souverain sur des questions précises ou ponctuelles³⁶.
- **De nouveaux acteurs du pouvoir pour relayer l'autorité du roi** : dans ce processus de modernisation de l'appareil d'État émergent les figures des *secretarios de Estado y del despacho* et le corps des *letrados*, juristes formés dans les universités espagnoles et agents de la monarchie qui constituent un corps de bureaucrates et de serviteurs de l'État monarchique³⁷, tout comme les *corregidores* qui détiennent du souverain l'autorité judiciaire, militaire et fiscale des entités locales que sont les *ayuntamientos*.

Quel rôle pour la religion dans la construction de la monarchie et l'unification ? Les mesures prises contre les juifs et les morisques³⁸ La question religieuse, si elle a été évoquée dans le thème précédent autour de l'impact de la Réforme, permet de questionner le concept d'unification dans un territoire marqué tout au long du Moyen Âge par la conquête arabe et la coexistence de communautés chrétiennes, juives et musulmanes. La religion, comme elle était au centre des motivations de la conquête outre-mer, est au cœur de la question de l'unification du royaume, avec des mesures de plus en plus dures prises par les dirigeants.

- **Le concept de « monarchie catholique »** au cœur de la construction de l'État espagnol : la construction de l'État moderne sous les Rois Catholiques et les *Austrias Mayores* est concomitante et liée à la volonté d'une unification religieuse qui se cristallise dans les concepts de *Monarquía Hispánica*, dite aussi *Católica*, et

33. Voir les travaux de Irving A.A. Thompson, qui ont renouvelé l'historiographie des *Cortes* : Irving A.A. THOMPSON, « Crown and Cortes in Castile : 1590-1665 », *Parliaments, Estates, Representation*, vol. 2, n° 1, 1982, p. 29-45.

34. Juan Carlos D'AMICO, « Gattinara et la «monarchie impériale» de Charles Quint. Entre millénarisme, *translatio imperii* et droits du Saint-Empire », *Astérion* [En ligne], 10 | 2012.

35. Fernández CONTI SANTIAGO, *Los consejos de Estado y Guerra de la monarquía hispana en tiempo de Felipe II (1548-1598)*, Valladolid (Junta de Castilla y León), 1998.

36. Juan Francisco BALTAR RODRÍGUEZ, *Las juntas de gobierno en la Monarquía Hispánica (siglos XVI-XVII)*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 1998 ; María Dolores SÁNCHEZ, *El deber de consejo en el estado moderno. Las juntas ad hoc en España, 1474-1665*, Madrid (Polifemo), 1993.

37. Francisco José ARANDA PÉREZ (coord.), *Letrados, juristas y burócratas en la España Moderna*, Ciudad Real (Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha), 2006. Richard L. KAGAN, *Universidad y sociedad en la España moderna*, Madrid (Tecnos), 1981. La prééminence du juridictionnel dans le système politique de la monarchie hispanique allait devenir le cœur d'un paradigme proposé par la nouvelle histoire politique en Espagne.

38. La question de l'Inquisition, du protestantisme en Espagne et de la politique de l'État engagée contre la Réforme est abordée dans le thème précédent.

de *limpieza de raza* o de *sangre*/pureté de sang à l'égard des nouveaux chrétiens (1547 : statuts de *limpieza de sangre* promulgués à Tolède) : pour les souverains, la foi catholique est indissociable de la construction de l'État et de la nation.

- **Les instruments pour l'unification, de la conversion à l'expulsion, signes de la force et des limites du pouvoir monarchique** : la monarchie peut s'appuyer sur l'Inquisition fondée en 1478 par les Rois Catholiques et dont le ressort s'étend à l'ensemble des territoires de Castille et Aragon³⁹. Le 31 mars 1492, par l'édit de Grenade, les Rois Catholiques signent l'expulsion des juifs séfarades prétextant deux raisons : le danger des judaïsants – perversion des chrétiens par l'enseignement erroné des juifs, et la pratique de l'usure⁴⁰. À partir de 1499, le cardinal Cisneros décide de prendre des mesures pour la conversion forcée des populations musulmanes des territoires sous l'autorité des Rois Catholiques, qui est légalisée par les *Pragmáticas* de conversion forcée (baptême ou expulsion) le 14 février 1502 pour la Couronne de Castille et à l'automne 1525 pour la Couronne d'Aragon. Durant tout le XVI^e siècle le processus de conversion se poursuit et connaît son acmé avec l'expulsion des morisques, décidée par Philippe III entre 1609 et 1610⁴¹.

Lexique spécifique à faire acquérir : *Absolutismo, Estado, Monarquía Hispánica, monarquía autoritaria, soberano, cortes, validos, Inquisición, conversos, limpieza de sangre.*

Pièges à éviter

- S'engager dans un récit chronologique détaillé et géopolitique.
- Ne pas mettre en évidence les points communs et différences entre les deux États.
- Ne pas inscrire la construction de ces deux États dans le contexte de l'Europe moderne.

39. Jean-Pierre DEDIEU, *L'administration de la foi. L'Inquisition de Tolède, XVI^e-XVII^e siècle*, Madrid (Casa de Velázquez), 1992 [disponible [en ligne](#)] et Michel BOEGLIN, *L'Inquisition espagnole au lendemain du concile de Trente. Le tribunal du Saint-Office de Tolède, 1560-1700*, Montpellier (Presses Universitaires de la Méditerranée), 2004. Doris MORENO, "Entre política y religión: la Inquisición española y la Reforma en tiempos del emperador", in Cristina BORREGUERO BELTRAN, Asunción RETORTILLO ATIENZA (coord.), *La memoria de un hombre: el burgalés Francisco de Enzinas en el V Centenario de la Reforma Protestante*, Burgos, 2019, p. 183-202; ead., « La Inquisición en el Reino de la Verdad » in María José VEGA RAMOS (coord.), «Omníbona»: *utopía, disidencia y reforma en la España del siglo XVI*, Madrid (Centro de Estudios Políticos y Constitucionales), 2018, p. 195-243. Au XIX^e siècle, une historiographie catholique a défendu l'Inquisition et le national catholicisme de Philippe II à l'instar de Cánovas del Castillo dans *Historia de la decadencia de España desde el advenimiento de Felipe III al trono hasta la muerte de Carlos II* (1854), position que l'on retrouve dans le franquisme dans l'idéologie national-catholique ou encore dans la loi du 20 septembre 1938 qui défend « la revalorización de lo español y, en definitiva, la extirpación del pesimismo anti hispánico y extranjerizante, hijo de la odiosa y mendaz leyenda negra ».

40. Asunción BLASCO MARTÍNEZ, "Razones y consecuencias de una decisión controvertida: la expulsión de los judíos de España en 1492", *Kalokorikos*, 10, 2005, p. 9-36.

41. L'expulsion débute le 22 septembre 1609 pour le royaume de Valence, le 10 janvier 1610 pour l'Andalousie, le 29 mai 1610 pour les Couronnes de Castille (à l'exception des deux Castilles) et d'Aragon, le 10 juillet 1610 pour l'Estrémadure et les deux Castilles, et le 8 octobre 1610 pour le royaume de Murcie. En octobre 1613, les dernières populations morisques *antiguos* et du *valle de Ricote* sont expulsées. Sur cette question, voir Manuel LOMAS CORTÉS, *El proceso de expulsión de los moriscos de España (1609-1614)*, Valencia (Universitat de València), 2011; Rafael BENÍTEZ SÁNCHEZ-BLANCO, *Tríptico de la expulsión de los moriscos. El triunfo de la razón de estado*, Montpellier (Presses Universitaires de la Méditerranée), 2012; Bernard VINCENT, *L'Islam d'Espagne au XVI^e siècle. Résistances identitaires des morisques*, Saint-Denis (Éditions Bouchène), 2017. Le *Traité sur les morisques d'Espagne*, rédigé vers 1605 par l'humaniste Pedro de Valencia pour proposer des alternatives à l'expulsion a été récemment édité et traduit par Vincent Parello aux éditions Classiques Garnier. Sur cet épisode de l'histoire espagnole, il existe [un podcast de l'émission Documentos de Radio Nacional de España](#).

Bibliographie et ressources

Sur le chapitre 1

Quelques ressources accessibles

- *La victoire française de Rocroi*, Sauveur le Comte, 1643, musée Condé, Chantilly.
- *Entrevue de Louis XIV et Philippe IV dans l'île des Faisans, le 7 juin 1660*, Charles Le Brun, musée national du château de Versailles sur le site « L'histoire par l'image ».
- *Mariage de Louis XIV et de Marie Thérèse d'Autriche*, Jacques Laumosnier, musée de Tessé (Le Mans) sur le site « L'histoire par l'image ».
- *Allégorie du traité de Nimègue*, anonyme, musée national du château de Versailles, sur le site « L'histoire par l'image »
- *Louis XIV couronné par la Victoire, devant Namur en 1692*, Pierre Mignard, musée national du château de Versailles sur le site « L'histoire par l'image ».
- Peintures du Salon de la Paix du château de Versailles :
 - [La France donne la paix à l'Europe](#)
 - [L'Espagne accepte la paix](#)

Sur le chapitre 2

Ressources en ligne

- Sur le site *Arte Historia* :
 - [La España de los Reyes Católicos](#)
 - [Los Austrias mayores](#)
 - [Los Austrias menores](#)
- Sur le site *IES Sabuco* :
 - [Atlas de Historia de España](#)
 - [La formación del Estado español: la monarquía de los Reyes católicos](#)
 - [La España del siglo XVI: Carlos I y Felipe II](#)
 - [El siglo XVII: la crisis de la monarquía de los Austrias](#)
- Sur le site de la RTVE, *Memoria de España* :
 - [La monarquía de los Reyes Católicos](#)
 - [Carlos V, un monarca, un imperio y una espada](#)
 - [La España de Felipe II : un Imperio sin emperador](#)
 - [La decadencia política en el Siglo de Oro](#)
 - [Decadencia de un imperio. De los Austrias a los Borbones](#)
- Sur le site de la RNE, les podcasts de l'émission *Documentos* :
 - [Sur l'expulsion des morisques](#)
 - [Sur les séfarades](#)
 - [Sur Philippe II](#)
- Sur le site *Canal UNED* :
 - [Las Cortes bajo el reinado de Isabel La Católica](#)
 - [Isabel la Católica. El camino hacia el poder](#)
 - [El sistema de Juntas en la administración del Antiguo Régimen](#)
 - [Carlos V y su tiempo. Carlos V y la Monarquía Universal](#)
 - [Felipe II, soberano del mundo](#)
 - [El programa reformista del Conde-Duque de Olivares](#)
- Sur le site *Fundación Biblioteca Cervantes virtual* :
 - [Les Rois Catholiques](#)
 - [La dynastie des Habsbourg](#)
 - [La Monarquía Hispánica \(los Reyes Católicos, los Austrias\)](#)
 - [Carlos V](#)
 - [Felipe II](#)

Bibliographie indicative

En langue française

- Bennassar, Bartolomé, *Un siècle d'or espagnol v. 1525-v. 1648*, Paris (Perrin), 2017 (1^{re} éd. R. Laffont 1982).
- Dedieu, Jean-Pierre, *Après le roi : essai sur l'effondrement de la monarchie espagnole*, Madrid (Casa de Velázquez), 2010.
- Escamilla, Michèle, *Le Siècle d'or de l'Espagne*, Paris (Tallandier), 2020 (2 volumes).
- Frechet, Hélène et Hermann, Christian (dir.), *Les monarchies française et espagnole du milieu du milieu du XVI^e siècle à 1714*, Paris (Éd. du Temps), 1999.
- Fusi, Juan Pablo, *Espagne : Nations, nationalités, nationalismes. Des Rois Catholiques à la Monarchie constitutionnelle*, Rennes (Presses universitaires de Rennes), 2002. Le chapitre 2 est consacré à la « Monarchie hispanique » (p. 35-86).
- Hermann, Christian, *Le premier âge de l'État en Espagne, 1450-1700*, Paris (CNRS éditions), 2011.
- Hugon, Alain, *L'Espagne du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris (Armand Colin), 2019.
- Milhou, Alain, *Pouvoir royal et absolutisme dans l'Espagne du XVI^e siècle*, Toulouse (PUM), 1999.

En langue espagnole

- Artola, Miguel (dir.), *Historia de Europa*, Madrid (Espasa), 2007.
- Edwards, John, *La España de los Reyes Católicos (1470-1520)*, Barcelona (Crítica), 2001.
- Floristán, Alfredo (coord.), *Historia Moderna Universal*, Barcelona (Ariel), 2002.
- Floristán, Alfredo (coord.), *Historia de España en la Edad Moderna*, Barcelona (Ariel), 2011.
- Hinrichs, Ernst, *Introducción a la Historia de la Edad Moderna*, Madrid (Akal), 2001.
- Ladero Quesada, Miguel Ángel, *La España de los Reyes Católicos*, Madrid (Alianza Editorial), 2005.
- Martínez Shaw, Carlos, *Breve historia de la España moderna (1474-1808)*, Madrid (Alianza Editorial), 2020 (1^{re} éd. 1998).